<u>Filière de l'argan à Agadir : Un projet structurant pour les coopératives</u> Actualité Agadir et région

Posté par: Visiteur

Publié le : 18-04-2008 00:50:00

Le projet arganier favorise la protection des femmes, travaillant dans la filière, contre l'exploitation par les intermédiaires Profiter des richesses naturelles d'une région et en faire un levier de développement économique, telle est la stratégie de promotion et d'appui à la population locale prônée dans le cadre du projet arganier.

L'arganier qui est, aujourd'hui, l'un des maillons de la promotion économique et écologique de la région du Sud est sans conteste un projet d'envergure. En matière de retombées à la fois économiques ou sociétales, la naissance de plusieurs coopératives au niveau de la région constituent une réelle plate-forme qui permet de créer un espace adéquat à la naissance d'une activité économique profitant à la femme rurale sous divers angles.

Le projet arganier qui est né dans cette perspective, et en partenariat entre le Maroc et l'Union européenne, est en train de donner ses fruits sur le terrain. Fort est de constater que ce projet dont la charge de réalisation revient à l'Agence de développement social constitue une des meilleures stratégies d'amélioration des conditions de travail de la femme rurale mais également de gestion durable de l'huile d'argan dans la zone du Sud-Ouest du pays.

Doté d'un budget de 12 millions d'euros dont 6 millions sont financés par l'Union européenne, ce projet cible sept provinces. Il s'agit d'Essaouira, Agadir Ida Outannane, Inezgane, Aït Melloul, Chtouka Aït Baha, Tiznit et Taroudant. L'impact positif de ce projet se fait sentir sur tous les niveaux. Notons, en outre, qu'au terme de l'année dernière, plusieurs réalisations ont été opérées dans ce cadre, notamment en matière d'appui aux projets (40 projets pour un coût global de 25,91 millions de dirhams), de formations du personnel d'encadrement des coopératives ainsi que des projets d'alphabétisation fonctionnelle au niveau de 26 coopératives.

Si on constate aujourd'hui une meilleure organisation au niveau des unités de production mises en place par les coopératives, il est également impératif de s'organiser en matière de commercialisation. Une étape qui reste décisive pour couronner le travail de ces femmes, mais également pour faire face aux diverses méthodes d'exploitation dans le cadre de leur travail notamment par les intermédiaires qui achètent le produit en vrac et le revendent avec une grande marge de bénéfice.

Il s'agit d'un problème de taille auquel doivent faire face les différentes coopératives. Pour contourner ce problème, différentes coopératives choisissent de se regrouper en structures spécialisées dans la promotion de la commercialisation, ce qui est une solution appuyée par le projet arganier.

Le cas du Groupement de l'intérêt économique (GIE) Tizargane vient témoigner de cette nouvelle forme d'organisation. «Le but de ce groupement est dans un premier temps économique dans la mesure où cette structure permet de mener à bien la commercialisation surtout sur le plan international mais en plus, ce groupement centralise les achats tout en aidant à amortir le coût de production et l'amélioration des marges commerciales», souligne Hafida Brahim, directrice du GIE Tizargane. Tizargane qui regroupe aujourd'hui cinq coopératives opérant dans la zone de Tiznit

compte à son effectif 205 adhérentes et se fixe pour mission de commercialiser les produits des coopératives membres mais également de mutualiser les achats des biens et services au profit des coopératives membres. Ce groupement n'est aujourd'hui qu'un des fruits de ce projet ambitieux.

Par ailleurs, la gamme des produits fabriqués diversifiée entre huile cosmétique, huile alimentaire et produits cosmétiques notamment le savon est aujourd'hui un moyen qui permet de mieux conquérir le marché et de profiter pleinement de ce produit local. Néanmoins, l'un des pôles phares du projet arganier reste la régénération de l'arganier. Ce programme qui a été initié au niveau de Tiznit, pour un coût global de 1,712 milliards de dirhams, est aujourd'hui appuyé par la population locale qui a compris tout l'intérêt d'une gestion durable.

Aujourd'hui le Maroc